

Négociations secrètes Kissinger-Lê Đức Thọ Acte 1



Par Bùi Ngọc Vũ JJR 64

Préambule

La proposition d'ouvrir les pourparlers de paix fut faite par le président Johnson en mars 1968 en offrant à Hà Nội l'arrêt des bombardements sur le nord-Việt-Nam si Hà Nội acceptait de négocier. Il a fallu des mois pour que Washington et Hà Nội s'entendent sur le choix de Paris comme lieu des débats. Il a fallu aussi des mois avant que Sài Gòn ne donne son accord pour participer¹, invoquant l'incompatibilité de sa présence avec celle du FNL à qui il dénie toute représentativité et refuse toute reconnaissance. Dans son allocution du 31-12-68 informant la nation de son acceptation de participer aux négociations de paix le président Thiệu avait déclaré : "À Paris qu'allons-nous demander ? Nous ne demandons rien de plus aux Communistes, nous ne leur demandons pas de capituler sans condition, ni de nous céder quoi que ce soit. Nous ne demandons qu'une seule chose : les Communistes doivent cesser leur agression et se retirer du Sud-Vietnam."²

Quelques jours avant la passation de pouvoir à l'administration Nixon, l'administration de Johnson a pu annoncer la fin de son travail, le 16 janvier 1969 avec le succès des discussions portant sur les conditions, les procédures, et notamment la forme de la table, permettant aux quatre parties de commencer leurs séances de négociations, deux jours après. Le temps nécessaire à la nouvelle administration de Nixon pour se mettre en place, pour achever leur analyse de la situation et définir leur ligne politique conduit rapidement à mars 69 période à laquelle, aux séances de réunions publiques quadripartites, les Américains commencent à mettre l'accent sur deux principes de base : l'auto-détermination des Sud-Vietnamiens et le retrait mutuel de toutes les forces étrangères du Sud Việt-Nam. Ces séances avaient pu enfin prendre leur propre rythme et permis aux différentes parties de préciser leur position respective.

Les positions au printemps de 1969

La position du Nord-Việt-Nam

La position de base du Nord-Việt-Nam (RDVN) fut exprimée par Phạm Văn Đồng en 4 points :

1. Reconnaissance des droits fondamentaux du Việt-Nam comme exprimés dans les accords de Genève : paix, indépendance, souveraineté et intégrité territoriale. Il en découle que les États-Unis doivent retirer sans conditions tous leurs troupes et leurs matériels, démanteler leurs bases militaires, cesser leur politique d'intervention et d'agression au Sud-Vietnam et arrêter leurs actes de guerre contre le nord-Việt-Nam.
2. Séparation provisoire du Việt-Nam en deux zones en attente d'une réunification par des moyens pacifiques.
3. Choix de l'avenir politique du Sud-Vietnam par les Sud-Vietnamiens eux-mêmes, conformément au programme politique du FNL (Front National de Libération du Sud Việt-Nam) et sans ingérence étrangère.
4. Réunification pacifique du Việt-Nam par les populations des deux zones, sans ingérence étrangère.

Si on enlevait du point 3 le bout de phrase '*conformément au programme politique du FNL*' discutable car présupposant une victoire totale du FNL, l'ensemble de ces demandes ne reflète plus que des principes généraux, légitimes et indiscutables. Elles ont été pensées pour recueillir un maximum de sympathie et d'adhésion. Elles recèlent en même temps un piège pour annihiler de facto une des demandes fondamentales et prévisibles du côté américain, la demande d'un retrait mutuel des troupes étrangères au Sud-Vietnam. En effet selon l'argumentation de Hà Nội la reconnaissance des accords de Paris implique que la question de la présence des troupes nord-vietnamiennes au Sud ne puisse pas se poser étant donné qu'il n'y a qu'un seul peuple et un seul Việt-Nam. Hà Nội qui jusque-là avait toujours refusé d'admettre l'envoi de ses troupes au Sud, y puisait la justification de leur présence et de leur maintien là où elles se trouvent.

D'un autre côté, de manière très habile Hà Nội laisse apparaître le FNL comme une entité **totalelement indépendante**, exprimant de manière autonome ses propres revendications [mythe démenti par Phạm Văn Đồng dans un éclat de rire après la chute de Sài Gòn ; on découvrira aussi que nombre de ses cadres de haut niveau sont des membres de longue date du parti Communiste de Hà Nội]. Le souci du détail fut poussé à l'extrême, avec au moment voulu, l'auto-élévation de la représentation du FNL au titre de 'Gouvernement Révolutionnaire Provisoire' (GRP) pour faire pendant au gouvernement de Sài Gòn (République du Viet Nam), qui lui, fut systématiquement critiqué comme ne pouvant qu'être issu d'élections 'bien évidemment frauduleuses'.

¹ Il sera révélé plus tard que Thiệu, en accord avec l'équipe de campagne du candidat Nixon avait bloqué son accord pour participer aux négociations jusqu'à après les élections américaines, pour enrayer la progression dans les sondages du vice-président Humphrey et favoriser la victoire de Nixon.

² Cette demande de Thiệu quoique d'importance vitale a le grand défaut d'être trop simpliste ; elle découle d'une vision réductrice de l'origine des problèmes du Sud Việt-Nam. Il était devenu clair après presque 20 ans d'insurrection et de guerre que stopper l'agression militaire du Nord ne réglait qu'en partie la majorité des problèmes.

Une solution globale selon le FNL

Le 8 mai 1969 un programme en dix points du FNL fut proposé par Trần Bửu Kiếm à la 16^{ème} session plénière des pourparlers de Paris. On y retrouve explicitement les 4 points généraux de Hà Nội, avec le point 1 scindé en deux devenant les points 1 et 2 du FNL; les points 2 et 4 s'identifient dans les points 8 et 7 ; le point 3 traitant de l'avenir politique du Sud-Vietnam est repris de façon détaillée par les points 3, 4, 5 et 6 avec comme nouveauté la demande de la formation d'un 'gouvernement provisoire d'union' (demande **implicite du remplacement** du gouvernement sud-vietnamien), chargé d'organiser les élections générales et de régler tous les problèmes spécifiques du Sud dans l'intervalle entre le cessez-le-feu et celles-ci. Le point 9 aborde les conséquences de la guerre et vise les problèmes du relâchement des prisonniers et de la responsabilité des États-Unis pour les destructions et dégâts causés aux populations des deux zones Sud et Nord du Việt-Nam. Le dernier point 10 évoque un contrôle international portant sur le retrait du sud Việt-Nam de tout le matériel de guerre et de toutes les troupes faisant partie du camp américain.

La position du Sud-Vietnam

Elle fut exprimée dans les 6 points annoncés le 7 avril 1969 :

1. Les Communistes doivent cesser leur agression.
2. Les Communistes doivent retirer leurs troupes et leurs agents du Nord hors du territoire sud-vietnamien.
3. Les Communistes ne doivent pas pénétrer dans les pays avoisinant le Sud-Vietnam pour les utiliser comme bases et lieux de regroupement dans leur agression du Sud.
4. La République du Việt-Nam entend pratiquer une politique de réconciliation et d'union nationale.
5. La réunification des deux territoires du Việt-Nam sera décidée par l'ensemble du peuple vietnamien par des moyens démocratiques.
6. Un contrôle international efficace et des garanties sûres doivent être prévus contre un renouvellement de l'agression communiste.

La position du gouvernement américain (Nixon-Kissinger)

Le plan en 8 points du 14 mai 1969 du gouvernement Nixon prévoit un cessez le feu, l'organisation d'élections générales, le relâchement de tous les prisonniers et est fondé sur les 4 principes de base suivants :

- respect des accords de Genève de 54 sur le Việt-Nam et le Cambodge et de 62 sur le Laos
- respect du principe d'auto-détermination du peuple sud-vietnamien.
- retrait mutuel de toutes les troupes étrangères hors du sud Việt-Nam.
- contrôle international de ce retrait, du cessez-le-feu et des élections libres au Sud-Vietnam.

Kissinger eut l'occasion de présenter ce plan de façon détaillée à Maurice Schumann ministre français des affaires étrangères en août 1969 : "Le futur du Việt-Nam est très important pour les autres nations en Asie. À l'exception peut-être du Pakistan, tous les leaders en Asie à qui le Président avait parlé³ étaient inquiets que nous quitterions trop rapidement le Việt-Nam. Il n'y a aucun pays dans le Sud-Est Asiatique qui souhaite un retrait unilatéral (américain) du Sud Việt-Nam." Sur ce point tous les Français autour de la table acquiescèrent de la tête. Et Kissinger de continuer : "Les États-Unis n'ont pas l'intention d'imposer un gouvernement quel qu'il soit au peuple vietnamien. Les États-Unis sont prêts à laisser les Sud-Vietnamiens décider eux-mêmes de leur futur mais nous ne laisserons pas des forces militaires extérieures imposer une solution politique, qui serait sinon acceptable autrement, au Sud Việt-Nam. Nous ne leur permettrons pas non plus d'imposer une solution politique qui est contraire à notre précepte d'auto-détermination. Si les forces extérieures se retiraient et si la situation politique au Sud Việt-Nam pouvait commencer à se résoudre par elle-même, il est possible pour les forces communistes de se trouver leur place dans la vie politique du Sud. Cependant les communistes sont en train de demander aux États-Unis non seulement de se retirer inconditionnellement mais aussi de détruire la moindre force non-communiste organisée existant au Sud Việt-Nam. Cela les États-Unis ne le feraient pas.

Il n'est pas nécessaire pour le Nord Việt-Nam de reconnaître la présence de leurs forces au Sud. Il peut soit discrètement retirer ces forces, soit les laisser se résorber par attrition. Cependant, d'une manière ou d'une autre ces forces extérieures doivent partir. Jusqu'ici il n'y a pas eu de retrait sauf au travers de la frontière cambodgienne dans des zones éloignées de Sài Gòn de trente à cinquante milles. Ceci ne constitue pas le genre de retrait que nous avons à l'esprit. Ces forces doivent retourner au Nord Việt-Nam."

À cette même occasion Kissinger avait été prévenu par Schumann que "les Nord-Vietnamiens étaient à ce stade plutôt préparés à poursuivre la guerre qu'à accepter les propositions actuelles des Américains." Schumann lui avait aussi suggéré qu'une certaine forme de contact avec les Chinois pourrait être maintenant utile. Ce que Kissinger essaya avec Zhou sans obtenir beaucoup de succès; celui-ci lui opposait en façade une position de principe de non-engagement des Chinois, mais par derrière n'avait jamais cessé de fournir à Hà Nội et leurs bons conseils, et les armes et les moyens nécessaires à la poursuite de la lutte armée.⁴

³ Référence à une visite des pays d'Asie que Nixon était en train d'effectuer.

⁴ The National Security Archive. Memorandum of Conversation Foreign Minister Maurice Schumann, Dr Kissinger, August 4, 1969

Les négociations

Panne des séances publiques

En bref, Kissinger était entré dans les pourparlers en 69 en cherchant à obtenir un retrait mutuel des forces américaines et nord-vietnamiennes et en refusant l'idée d'un gouvernement d'union au Sud Viêt-Nam en remplacement du gouvernement sud-vietnamien avant un accord de cessez-le-feu. En face les Nord-Vietnamiens ne cédaient sur rien. Ils répétaient avec insistance que les questions politiques et militaires étaient inséparables. Comme préalables à toute conversation sérieuse ils présentaient inlassablement leurs 2 principales demandes : la formation d'un gouvernement provisoire d'union [sous-entendu en remplacement du gouvernement de Sài Gòn], chargé d'organiser les élections générales et le retrait inconditionnel de toutes les forces américaines.

Négociations secrètes

Constatant la panne des séances de négociations de l'avenue Kléber, Nixon redoubla ses efforts en écrivant le 16 juillet à Hồ Chí Minh, pour "souligner à la fois la sincérité et l'urgence de notre [son] désir de règlement." Jean Sainteny qui servait bien volontiers de courrier entre Washington et Hà Nội fut reçu à la Maison Blanche et chargé de dire à Hà Nội que sans percée sérieuse avant la date du 1^{er} novembre, anniversaire de l'interruption des bombardements décidée par Johnson, Nixon serait contraint d'avoir recours "à des mesures de grandes conséquences et de force." Les Nord-Vietnamiens proposèrent quelques jours après une rencontre secrète entre Xuân Thủy et Kissinger. Elle eut lieu dans les appartements privés de Sainteny le 4 août 1969 et marqua le commencement des réunions secrètes dont la première série avec Lê Đức Thọ ne débuta que le 21 février 1970.⁵ Kissinger avait alors souligné dans ses notes : "Ma stratégie va consister à obtenir leur accord sur le principe de base d'une **réciprocité** dans les retraits des forces non-sud vietnamiennes du Sud Viêt-Nam...Je chercherai à retirer d'eux leurs propositions sur un règlement politique sans apparaître comme trop intéressé d'entrer dans ce sujet...Ceci ne constituera pas notre position de départ pour marchander, mais la limite de fond."⁶

Des rapports simplifiés mais aussi légèrement plus optimistes

De ces séances Kissinger faisait des comptes rendus synthétisés à Nixon. Bunker, ambassadeur à Sài Gòn, recevait les mêmes et était chargé d'aller informer Thiệu des résultats de ces négociations secrètes. Il cherchait plutôt à se montrer rassurant pour Thiệu. Par exemple, après la réunion Kissinger-Lê Đức Thọ du 16 mars 1970, Bunker présentait à Thiệu comme un progrès le fait que Thọ s'était contenté de poser des questions sur la proposition d'un retrait des troupes s'étendant sur 16 mois ; celui-ci n'avait pas rejeté l'affirmation que les Nord-Vietnamiens avaient aussi à retirer leurs troupes et avait commenté que cela revenait à un retrait mutuel. Bunker avait ajouté pour rassurer Thiệu que "Mr Kissinger s'était montré clair et continuera à être clair pour dire que la demande de remplacement des dirigeants du gouvernement de Sài Gòn est inacceptable".⁷ De fait Kissinger faisait prendre à ses rapports une coloration un peu plus rose que la réalité : "Ils sont allés plus loin que la dernière fois en abandonnant des conditions préalables, en changeant certains de leurs slogans traditionnels. Ils ont dit avec insistance qu'ils tenaient à préserver ce moyen [de communication] pour travailler à un accord global. L'ambiance est encore moins chargée de propagande et de polémiques inutiles..." Cependant, plus tard dans ses mémoires, il avait avoué que sa tentative de faire de la demande d'un retrait mutuel un élément non négociable fut 'rejetée de manière méprisante par un discours pédant'.

Abandon de la demande d'un retrait mutuel

Plusieurs séries de négociations secrètes avec Lê Đức Thọ s'enchaînaient sans apporter d'évolution notable. Le 15 septembre 1970 Bunker fut chargé de préparer Thiệu à l'abandon par les Américains de cette exigence fondamentale qui fut d'ailleurs bien enveloppé dans un nouveau projet de propositions comprenant 4 points : cessez-le-feu sur place sur l'ensemble de l'Indochine - libération de tous les prisonniers de guerre détenus par les deux camps - retrait total des forces américaines - conférence internationale pour un règlement global et négocié pour toute l'Indochine. Bunker expliqua à Thiệu que le cessez-le-feu sur place serait accompagné de clauses interdisant l'introduction de renforts. Et devant les réticences de Thiệu qui souleva nombre de questions que cette solution laisse dans le flou, Bunker promit seulement de les répercuter tout en pressant Thiệu d'accepter le principe d'une annonce par Nixon 'après consultation du gouvernement sud-vietnamien'.⁸ Ce changement majeur de la position américaine fut annoncé par Nixon dans son discours télévisé à la nation le 7 octobre 1970. Par la suite dans ses mémoires, Kissinger expliquera que "la décision de proposer un cessez-le-feu sur place en 1970 avait comme conséquence la solution de 1972. Le cessez-le-feu sur place reconnaissait implicitement la présence des forces nord-vietnamiennes au Sud. Aucune négociation n'aurait pu les faire partir si nous n'avions pas été capables de les expulser par la force des armes."⁹

Réalignement de la position du gouvernement de Sài Gòn

Le gouvernement de Sài Gòn avait apparemment accepté cette importante concession quand il avait repris à son compte l'idée d'un cessez-le-feu sur place dans un plan de paix en 5 points publié le 8 octobre 1970 plus en ligne avec la récente proposition des États-Unis :

⁵ Richard Nixon, *Mémoires* p.286

⁶ Larry Berman, *No peace, no Honor*, p. 63-72

⁷ Larry Berman, *No Peace, no Honor*. p.71

⁸ Larry Berman, *No Peace, no Honor*. p.76

⁹ Larry Berman, *No Peace, no Honor*. p.80

1. Cessez-le-feu sur place sur l'ensemble de l'Indochine.
2. Conférence internationale avec la participation des gouvernements du Cambodge et du Laos en vue de l'établissement d'une paix dans toute l'Indochine.
3. Accord sur un programme de retrait de toutes les forces étrangères de l'Indochine.
4. Relâchement immédiat et inconditionnel de tous les prisonniers de guerre.
5. Élections générales et libres sous garantie internationale respectant le droit d'auto-détermination du peuple sud-vietnamien.

Proposition de Mme Binh du GRP

Ces nouvelles propositions américaine et sud-vietnamienne furent précédées par l'annonce de Mme Nguyễn Thị Bình, au nom du GRP le 17 septembre 1970, d'un programme en 8 points visant à clarifier leur solution en 10 points. Les principales nouveautés sont la fixation à l'avance d'une date limite pour le retrait inconditionnel des troupes américaines et la formation d'un gouvernement provisoire à trois composantes comprenant des membres du GRP, des membres du gouvernement de Sài Gòn à l'exclusion de Thiệu, Kỳ et Khiêm et des représentants des autres forces politiques du Sud Việt-Nam. On notera le léger repli en ce qui concerne le gouvernement de Sài Gòn : certains de ses membres peuvent maintenant faire partie du gouvernement provisoire d'union.

Deux jours après, à Pékin, Phạm Văn Đồng dit à Zhou : "Ces points ne sont pas nouveaux. Nous voulons coincer Nixon en influençant l'opinion publique aux États-Unis et dans le monde. Ces points ont aussi pour but de conforter les luttes politiques et militaires au Sud. **Nous n'avons aucune illusion sur les résultats qu'ils pourraient apporter.**" Đồng ajouta : "Nous allons intensifier le combat diplomatique... Nous devons influencer le sentiment anti-guerre de l'opinion publique aux États-Unis, ceci inclut non seulement le public au sens large mais aussi les cercles politiques, les milieux d'affaires, universitaires et religieux pour nous assurer un soutien plus fort de leur part. L'opinion publique mondiale est aussi mobilisée." À cette même occasion Mao eut ces paroles de félicitations pour Đồng : "Les négociations se poursuivent depuis deux ans. Au début nous étions un peu inquiets... nous ne le sommes plus maintenant... Vous vous battez bien sur les champs de bataille. Votre politique de lutte diplomatique est correcte." Et Mao ajouta en commentaire des pourparlers secrets : "Kissinger est un érudit puant. J'ai lu le rapport de la réunion entre le camarade Xuân Thủy et Kissinger. La fin est très amusante. Kissinger est un professeur d'université qui ne connaît rien à la diplomatie. Je ne crois pas qu'il soit quelqu'un qui peut rivaliser avec Xuân Thủy même si je n'ai pas rencontré Xuân Thủy."¹⁰

Une séance intermédiaire plus d'un an après

Vers le milieu de l'année 1971 soit plus d'un an après le début où en sont les négociations secrètes ?

Kissinger rappela que la dernière fois Xuân Thủy avait terminé la réunion par : "À chaque fois que nous nous voyons la réunion se termine par des sourires... Mais il est aussi vrai que dans nos discussions précédentes nous n'avons pas fait de réel progrès pour apporter la paix au Việt-Nam... Je suis ici pour apporter des progrès concrets tout comme des sourires... Voici notre proposition finale pour un règlement... Il y en aura pas d'autre de la part de cette administration..." Mais le registre des concessions que pouvait faire Kissinger est limité et la seule nouveauté dans la proposition de Kissinger fut : "Nous sommes disposés à fixer une date limite pour le retrait de toutes nos forces du Sud Việt-Nam..." La réaction de Xuân Thủy à la proposition fut immédiate : "Dans une première phase vous avez dit que les Américains et les Vietnamiens ne discuteraient que des questions militaires. Les questions politiques seraient réglées par les Vietnamiens eux-mêmes. Puis dans la deuxième phase nous nous sommes mis d'accord pour que les questions militaires et les questions politiques soient discutées en même temps. Mais maintenant, dans ce que vous appelez la dernière phase, vous avez de nouveau séparé ces questions et vous êtes revenu à la première phase de nos discussions. Ceci ne va pas régler le problème car quoi que vous disiez l'administration de Sài Gòn est créée, installée par les États-Unis... Les États-Unis devraient accepter la proposition raisonnable et logique du GRP concernant la formation d'une administration à Sài Gòn sans Thiệu-Kỳ-Khiêm, favorable à la paix, la neutralité, l'indépendance et la démocratie et une telle administration engagera des négociations sérieuses avec le GRP... Vous devriez penser à l'élection qui vient. C'est une occasion qui n'implique pas un changement non-naturel au Sud Việt-Nam. C'est une occasion pour vous de prouver votre désir de régler les problèmes du Việt-Nam, les questions militaires et les questions politiques à la fois."¹¹

Rien de nouveau donc du côté de Hà Nội exceptée la suggestion d'une intervention directe des Américains pour empêcher la réélection de Thiệu. Deux ans après le début des négociations secrètes on en est resté presque au même point.

1972, année choisie par Hà Nội pour conclure

L'année 1972, année propice aux initiatives de toutes sortes car année des élections présidentielles américaines, fut une année remplie d'événements majeurs et déterminants.

Le 25 janvier Nixon dévoila au monde les négociations secrètes que menaient Kissinger depuis août 1969 avec les Nord-Vietnamiens, pour conclure qu'il n'y a pas eu de progrès. Il fit de même pour une proposition transmise à Hà Nội le 11 octobre 71 qui prévoyait deux nouveautés, une date fixée pour le retrait des troupes américaines et la démission de Thiệu 1 mois avant les élections ; il fit le constat qu'à ce jour cette proposition n'avait pas obtenu de réponse. Hà Nội fut désigné comme le

¹⁰ Larry Berman, *No peace, no Honor*, p.78-79

¹¹ FRUS, Doc. 207 Memorandum of Conversation. Paris, May 31, 1971.

responsable du blocage suite à sa demande intransigeante d'un abandon du soutien des États-Unis au gouvernement de Sài Gòn. La cote de popularité de Nixon monta en flèche ; elle atteignit des sommets quand peu de temps après le 2 février, le monde entier assista à son voyage historique et mémorable à Pékin.

Coup de poker militaire de Hà Nội : une tentative de rafler la mise

Le 30 mars Hà Nội déclencha une offensive militaire à grande échelle des grandes villes du Sud Việt-Nam. Certainement d'une part, dans le but d'influer sur le cours des élections américaines et d'autre part pour montrer à Washington son indépendance vis-à-vis de Pékin. L'attaque culmina avec la prise de Quảng Trị le 1^{er} mai et avec Pleiku et An Lộc sous grande menace.

À la réunion secrète du 2 mai prévue de longs mois avant, Kissinger avait noté pour Nixon un Thọ 'insolent et insupportable', pensant certainement qu'il était proche de la victoire. "Quand je suis arrivé Thọ s'est contenté de me lire des reportages de journaux. Et quand je lui dis que je ne suis pas venu après des milliers de milles et des mois de négociations pour écouter des reportages de journaux, il me dit "Quelle importance s'ils sont vrais"¹²

L'occasion est bonne de livrer un court extrait des minutes de cette réunion, particulièrement intéressant et représentatif du ton de toutes ces longues heures de pourparlers depuis plus de deux ans:

Xuân Thủy : "Votre politique est toujours de maintenir l'administration de Thiệu. Vous soutenez que cette administration est le gouvernement légal ayant la confiance de la population. De notre point de vue cette administration est illégale et haïe par l'ensemble de la population vietnamienne et par l'opinion publique. C'est pourquoi nous proposons que Thiệu démissionne immédiatement et que l'administration de Sài Gòn sans Thiệu change sa politique."

Lê Đức Thọ : "En ce qui concerne le problème politique, avant, nous avons demandé un changement de l'administration de Thiệu et la formation d'une nouvelle administration plus favorable à la paix, la neutralité et la démocratie et cette nouvelle administration va engager des négociations avec le GRP pour régler le problème. Maintenant, nous ne demandons que la démission de Thiệu, une démission immédiate et après, l'administration de Sài Gòn sans Thiệu devrait changer sa politique, c'est-à-dire stopper les mesures terroristes, l'oppression de la population, ce qui correspond à la clause 14c des accords de Genève."

Kissinger : "Quand précisément devrait-il démissionner ?"

Xuân Thủy : "Le plus tôt serait le mieux. Ce serait mieux si Thiệu démissionnait demain, ainsi un règlement rapide pourrait être obtenu."

Lê Đức Thọ : "Mais quelle est la raison pour vous de vouloir maintenir Thiệu au pouvoir pour quelques mois encore ? Cela vous causerait du tort."¹³

Nixon déclenche l'opération Linebacker

À cette époque, Nixon comme Haig, son assistant-adjoint pour les affaires de sécurité, avaient déjà des doutes sérieux sur la possibilité de résultats en provenance des négociations de Kissinger. Le 8 mai 72 Nixon fit l'allocution suivante au peuple américain : "...À l'heure où je vous parle les forces américaines sont en train de miner les ports du Nord Việt-Nam pour interdire leur accès et les opérations navales nord-vietnamiennes à partir d'eux. Des mesures sont prises pour interdire la livraison de fournitures. Des rails et d'autres voies de communications seront coupés en visant la plus grande ampleur possible. Des frappes aériennes et navales continueront sur des cibles militaires..."

Il avait déclenché Linebacker, une des plus grandes campagnes de bombardement de l'histoire du monde, en risquant l'annulation du sommet USA-URSS prévu pour la dernière semaine de mai. Il prit cependant la précaution de renouveler ses offres pour un règlement négocié, pas très différente dans le fond de celles du 25 janvier. Les Soviétiques par la voie de l'agence Tass n'élevèrent qu'une protestation de principe. Quant à l'offensive militaire de Hà Nội elle se poursuivit pendant presque six mois encore mais fut finalement stoppée et repoussée par l'armée sud-vietnamienne avec l'aide massive de l'aviation américaine, au prix de durs et longs combats meurtriers. Hà Nội perdit près de la moitié des 200 000 troupes qu'il avait engagées dans l'offensive.

Reprise des négociations

Début juin suite à l'entremise des Soviétiques, les sessions plénières reprirent mais les pourparlers secrets ne recommencèrent que le 19 juillet pour continuer les 1^{er} et 14 août avec une attitude de Thọ redevenue plus 'normale' au vu de ses mauvais résultats militaires. Si la deuxième séance en août ne fût qu'une confirmation de celle du 1^{er} août, c'était à celle-ci qu'apparut pour la première fois le premier signe d'une évolution dans les tactiques de Hà Nội. "Ils ont manifesté des changements majeurs sur le plan politique, en abandonnant leur demande d'une démission de Thiệu avant tout accord et en acceptant de traiter avec le gouvernement de Sài Gòn incluant Thiệu" écrit Kissinger à Nixon. Kissinger ajouta un peu plus loin : "Leur plan contient toujours cependant des éléments difficilement acceptables comme le principe de formation d'un gouvernement de concorde nationale avant que les négociations entre les parties vietnamiennes ne commencent." Nixon nota à la fin de ce paragraphe : "Il est remarquable de voir comment ils se cramponnent avec une telle obstination au seul but qui leur importe- la victoire politique."¹⁴

¹² Ce détail cité par Larry Berman, *No Peace, no Honor*. p.129 correspond à une autre session secrète.

¹³ FRUS 69-76 Vol. VIII Doc 109

¹⁴ FRUS Doc 225. Memorandum From the Assistant for National Security Affairs to President Nixon

Lê Đức Thọ cherchait toujours à jouer le temps avec probablement les yeux fixés sur les sondages américains. Il savait que Nixon une fois réélu pourrait se montrer plus intransigeant et qu'il valait donc mieux avoir un accord avant les élections ; en même temps il ne voulait pas qu'un accord acquis avant les élections puisse défavoriser le candidat McGovern. Celui-ci avait comme programme s'il était élu, de partir du Viêt-Nam et de cesser toute aide à Sài Gòn. Thọ estimait qu'il pouvait décider de conclure au dernier moment tout en essayant de retirer d'ici-là le maximum de concessions.

Kissinger à l'approche des élections affine aussi ses tactiques

Le 18 août 72 une nouvelle proposition américaine fut soumise à Thiệu. Elle fut minutieusement critiquée et amendée par celui-ci et son Conseil de Sécurité...et fit l'objet d'une réunion entre Bunker et Kissinger le 31 dans laquelle était révélée la tactique du moment de Kissinger.

Kissinger : "Si tout ceci marche et avec tous ces forums compliqués, le processus va se prolonger au moins au-delà de novembre. Nous pouvons dire que c'est une foire, nous pouvons alors revenir à la proposition qui ne traite que des problèmes militaires. Nous pouvons dire, offrez-nous les prisonniers et un cessez-le-feu et nous allons partir."

Bunker : "Ils [les Nord-Vietnamiens] ne vont pas l'accepter de toute façon."

Kissinger : "C'est vrai. Mais même s'ils l'acceptaient, c'est toujours la proposition du 25 janvier avec la Commission électorale rebaptisée en Comité pour la Réconciliation Nationale."

Bunker : "Ils [les sud-vietnamiens] pensent - même si j'ai essayé de les en dissuader - que le Comité serait comme un gouvernement de coalition déguisé ou du moins un premier pas vers cela...Finalement il y a le sentiment que le Sud Viêt-Nam n'est pas encore prêt pour un affrontement politique avec les Communistes...Ils ont peur qu'ils ne soient pas suffisamment bien organisés pour rivaliser politiquement contre une organisation aussi fermement disciplinée...La preuve en est que Thiệu pour la première fois avait consulté l'ensemble de son Conseil de Sécurité."

Kissinger : "Vont-ils laisser échapper des fuites ?...Il est essentiel pour nous d'avoir une position qui permet de montrer au peuple américain que le seul obstacle fut l'insistance des communistes à dire que les Américains [le gouvernement de Thiệu] avaient mis au pouvoir. Ceci fait, nous pouvons survivre une impasse et avons une base pour revenir à la position du 8 mai, un règlement des seules questions militaires... Notre plan est ceci pour être précis : s'il n'y a pas de règlement le 7 novembre [date des élections] nous nous retirerons le 9...Après novembre nous serons dans une position exceptionnelle. Nous n'aurons jamais eu de mandat pour terminer honorablement la guerre. En 68 nous avons promis de terminer la guerre. Même si c'est à 51% [la victoire], nous pouvons dire que l'autre gars en avait fait un enjeu et nous avons gagné..."¹⁵

Concessions de Hà Nội lâchées à la dernière minute

La réunion du 14 septembre 1972 vit un autre changement dans les propositions de Hà Nội. Au lieu de la disparition des GRP et Gouvernement Sud-vietnamien dès la formation du GPCN [Gouvernement Provisoire de Concorde Nationale] ceux-ci continueraient d'exister mais temporairement. Le GPCN toujours formé de trois composantes dont la troisième nommée par consentement mutuel des deux parties, serait comme une sorte de super-gouvernement avec primauté sur les deux premiers dans le domaine des affaires étrangères. Cette séance permit surtout à Kissinger de noter le grand désir, jusqu'ici absent, de Lê Đức Thọ d'aboutir à un accord avant les élections américaines. Celui-ci proposa avec insistance à Kissinger de nouvelles réunions suffisamment rapprochées et de durée suffisamment longue en vue de réaliser un accord avant la date limite du 15 octobre. Lê Đức Thọ réduisit encore plus l'importance et le pouvoir du GPCN à la première séance des 26-27 septembre. Son rôle serait plus un rôle de conseil centré sur l'application de l'accord global et un rôle de médiation entre les deux parties. Il assurerait aussi une supervision de la politique étrangère des deux parties. Il fonctionnerait avec le principe d'unanimité.

Thọ avait enlevé peu à peu des éléments de blocage qu'il avait lui-même placés auparavant, laissant penser qu'un rapprochement vers un dénouement était maintenant graduellement en marche. Ce n'était pas une tournure des événements anticipée par Kissinger qui n'osait même pas l'envisager à ce moment-là, mais un accord avant les élections restait pour lui une aubaine, un grand pas vers le poste de Secrétaire d'État.

Un projet en poche et décidé d'aboutir

Le 8 octobre débuta encore une nouvelle série de réunions qui vit, pour la première fois, Lê Đức Thọ arriver avec en poche un document ayant pour titre 'Accord en vue de terminer la guerre et restaurer la paix au Viêt-Nam'. C'était un projet concret et détaillé montrant que Hà Nội avait pris la décision de conclure rapidement. En fait le texte avait comme objectif de régler toutes les questions militaires comme l'instauration d'un cessez-le-feu sous contrôle international, le retrait des forces américaines, le relâchement des POWs. Le cadeau offert à Kissinger fut, en remplacement du mot gouvernement, "...le nom d'Administration de Concorde Nationale pour la structure de pouvoir chargée de faire appliquer les dispositions de l'accord mettant fin à la guerre dans le respect du principe d'unanimité et de consultation mutuelle. Nous laisserons aux deux parties sud-vietnamiennes le soin de former cette structure d'un commun accord dans les trois mois qui suivent le cessez-le-feu." Concrètement Lê Đức Thọ avait renoncé au principe de régler en même temps les problèmes militaires et les problèmes politiques, rejoignant ainsi une offre américaine déjà proposée plusieurs fois dans le passé.

Un projet ficelé en quatre jours

Il ne restait plus qu'à finaliser le texte dans ses détails, ce à quoi les deux parties s'attachèrent durant quatre jours et la dernière réunion du 11 octobre fut la plus longue de toutes les réunions jusqu'ici, elle dura 16 heures.

¹⁵ Memorandum of Conversation. Participants : Bunker-Kissinger-Rodman NSC Staff. August 31, 1972

L'ambiance était devenue cordiale et amicale. Kissinger pouvait se permettre de plaisanter au sujet du mauvais anglais de Lê Đức Thọ. Celui-ci avait proposé de traiter indirectement le problème des troupes nord-vietnamiennes par la sentence : "Les deux parties sud-vietnamiennes s'entendront sur la question de la réduction de leur force militaire respective et de la démobilisation de ces troupes *réduites*." Kissinger proposa la formulation "Parmi les questions qui seront discutées par les deux parties sud-vietnamiennes sont les mesures visant à réduire l'effectif militaire des deux côtés et à démobiliser les troupes visées par la réduction."

Il fut proposé qu'avec l'annonce du cessez-le-feu, le relâchement des POWs (Prisoners of War, prisonniers de guerre) détenus au Nord comme au Sud-Vietnam débiterait et durerait 60 jours. Le cessez-le-feu est de durée illimitée avec une assurance verbale qu'il est indépendant de tous les autres points. L'aide militaire américaine au Sud-Vietnam pourrait continuer mais sur la seule base d'un remplacement de l'armement pièce contre pièce.

Annnonce triomphale à Nixon, voilant une difficulté majeure en dormance

C'était tout ce que Kissinger pouvait espérer depuis des mois. "C'est tellement au-delà de tout ce dont nous avons rêvé." dit-il à Nixon qui après avoir eu tous les détails lâcha "Pourquoi sont-ils allés aussi loin ?" En effet un planning des opérations restantes était même déjà accepté par les deux côtés : Kissinger reviendrait à Paris le 17 pour une réunion avec Xuân-Thủy pour régler les derniers détails. Il irait du 22 au 24 octobre à Hà Nội pour rencontrer les plus hauts dirigeants nord-vietnamiens, mettre le point final à l'accord et à ses textes complémentaires et les parapher. L'annonce de l'accord serait faite le 27 et la séance officielle de la signature prévue pour le 30 octobre. Kissinger prévoyait d'aller voir Thiệu le 19 octobre et pendant trois jours pour obtenir son consentement à l'accord et au programme de sa ratification. Haldeman nota que la discussion finit par la conclusion que "Le vrai problème de base se résume à la question si on allait pouvoir vendre l'accord à Thiệu."¹⁶

Nixon était le plus soucieux de la réaction de Thiệu et demanda à Haig ce qu'il pensait du projet d'un point de vue de Thiệu. "Je remarquai que Haig paraissait morose quand il me répondit qu'il pensait honnêtement que c'était une bonne affaire pour Thiệu. Il était cependant inquiet de ce que pourrait être sa réaction." Haig pour sa part témoigna par la suite: "Un meilleur mot que 'morose' serait plutôt 'découragé'...je ne pense pas que Thiệu allait accepter... Kissinger avait des accents triomphants mais il devait savoir, et le Président le savait certainement, que ceci n'était pas l'aboutissement auquel nous espérions."¹⁷ Ce qui le rendait acceptable au plan moral était sous-jacent. C'étaient les garanties unilatérales à Thiệu [prévoyant] que nous punirions les infractions du nord-Viet-Nam avec une puissance militaire massive et la supposition que notre influence sur Moscou serait suffisante pour couper le flot des approvisionnements militaires au nord-Viet-Nam."¹⁸

Deux approches des négociations très différentes

Dans toute négociation les concessions à faire par les deux parties sont là pour permettre d'arriver à un accord. Il est donc classique que les deux côtés gonflent respectivement leurs exigences pour ensuite céder du terrain et présenter des concessions. Mais dans l'application de ce principe les tactiques utilisées par les deux parties peuvent se révéler, dès le départ, très différentes dépendant de leur évaluation et de leur gestion du facteur temps. Au commencement Kissinger voulait essayer de conclure au plus tôt et avait donc été obligé de faire des concessions multiples et rapprochées. Mais il se rendit vite compte que pour le moment les Nord-Vietnamiens venaient surtout pour faire leur propagande, pour porter et continuer la lutte sur le front politique et diplomatique. Ils n'étaient pas encore intéressés par la conclusion d'un accord et posaient entre autres une exigence majeure qu'ils savaient irréalisable, le changement du gouvernement sud-vietnamien par les Américains comme prélude à une solution politique. Juste pour maintenir au point mort l'avancement des négociations et laisser les Américains s'acculer progressivement vers leur dernière ligne de défense.

Kissinger ne put demander comme parade que l'observation par les deux côtés du secret absolu sur la teneur des négociations. Ceci a cependant comme effet négatif de cacher au public les demandes déraisonnables de Hà Nội quand il lui prend d'en formuler. Comme, par exemple la suggestion aux Américains d'intervenir directement dans les élections de 1971 pour empêcher la réélection de Thiệu. Selon Hà Nội cela aurait permis d'ouvrir la voie à des négociations sérieuses menant à un accord de paix. Cette proposition aussi infondée qu'irréaliste et refusée par les Américains fut néanmoins reprise par certains observateurs pour y voir une occasion perdue de faire la paix.¹⁹

La stratégie de Hà Nội, minutieuse et au déroulement implacable

Ce premier volet tactique de Hà Nội est complété par un deuxième qui consiste à manifester une attitude intransigeante, opposant un refus systématique aux demandes comme aux concessions de Kissinger. Ceci est somme toute normal concernant tout point d'importance majeure comme la demande d'un **retrait mutuel**. Mais de fait les propositions de Kissinger étaient rejetées en bloc tant que le moment de conclure n'était pas encore propice à leurs yeux, même s'il pouvait s'agir d'une proposition nouvelle accompagnée de concession. Les nord-Vietnamiens savaient que c'était déjà un acquis pour le futur accord et qu'ils pouvaient continuer d'essayer de grignoter un peu plus de concessions. Comme ils étaient aussi arrivés à la conclusion que le temps allait jouer en leur faveur, ils avaient parachevé leur stratégie d'ensemble par un troisième volet tactique qui consistait à jouer le temps. On a vu ainsi Kissinger patienter près de quatre années avant le dénouement décrit ci-

¹⁶ Haldeman, *Haldeman Diaries* : Multimedia Edition, October 12, 1972

¹⁷ Nixon avait des doutes sur le principe d'un cessez-le-feu sur place ; il invita Westmoreland à venir lui donner son sentiment sur les bases de l'accord, le 20 octobre. Celui-ci sans le savoir avait confirmé les doutes de Nixon.

¹⁸ FRUS 69-76 Vol IX, Doc.9 Editorial Note

¹⁹ Marilyn B. Young, *The Vietnam Wars, 1945-1990*, p.263-264

dessus et on doit reconnaître que globalement la stratégie des nord-Vietnamiens s'était révélée payante pour eux. Bien évidemment dans son application, il fallait aussi égrener des concessions, mais juste des concessions indolores et formelles. La demande d'un changement du gouvernement sud-vietnamien par les Américains comme prélude à une solution politique était 'providentiellement' là pour remplir son rôle. Aussi on assistera à une évolution de cette demande comme une grande illustration de l'imagination fertile de Hà Nội. Au départ, elle fut présentée comme une des demandes principales et formulée de la manière la plus excessive qui soit pour les Américains: 'Le remplacement de la clique Thiệu-Kỳ-Khiêm' est de votre responsabilité car 'vous avez mis en place ce gouvernement fantoche ; c'est à vous maintenant de le renverser.' La forme et le fond de la demande évolueront ensuite au gré des multiples étapes, en passant par une demande 'du départ de Thiệu' *seulement*, pour arriver tout bonnement au final à l'abandon de la demande.

Kissinger s'était donc retrouvé face à des adversaires bien renseignés sur les faiblesses issues de la situation de politique intérieure américaines, sachant maîtriser et utiliser à la perfection le facteur temps et déterminés à appliquer une stratégie de négociation précise et diabolique. Après avoir réussi à contraindre les Américains à leur proposer des négociations, les Nord-Vietnamiens s'étaient préparés à subir les pires dévastations, s'étaient armés de la plus grande patience pour attendre le moment propice et abattre leurs cartes. Ils étaient déterminés pour obtenir à la table des pourparlers le maximum de ce qu'ils n'avaient pas pu gagner sur les champs de batailles.

Kissinger à la poursuite d'une paix honorable

C'était l'objectif fixé par Nixon à Kissinger : il devait faire la paix à la seule condition qu'elle soit 'honorable'. En août 69 Schumann (ministre français des Affaires Etrangères) avait eu cette magnifique remarque à l'intention de Kissinger : "Il faudrait appliquer des pressions considérables sur les deux côtés (Sài Gòn et Hà Nội) avant qu'une solution puisse être obtenue." Ce à quoi Kissinger acquiesça en disant : "Qui aurait pu penser il y a six mois que le gouvernement de Sài Gòn aurait accepté de négocier avec le FNL, aurait accepté le retrait des Américains ou aurait accepté la participation du FNL dans un processus électoral ?" Il faut reconnaître qu'il était relativement plus facile pour Kissinger d'obtenir des concessions de la part de son allié Thiệu pour ensuite les proposer à ses adversaires de Hà Nội. C'est en somme cette manière de faire que Kissinger utilisa tout au long de ses négociations. Il avait même, début 1972, réussi à faire accepter par Thiệu le principe de la démission de celui-ci 2 mois avant la tenue d'éventuelles futures élections présidentielles.

Vis-à-vis de Hà Nội, pratiquement, Kissinger ne disposait pas de beaucoup de moyen de pression, à part les bombardements de Nixon. La décision de retirer les troupes qui pourrait constituer un atout Nixon l'avait déjà 'défaussé' en appliquant son plan de vietnamisation de la guerre, avec sa politique de **retrait unilatéral** des troupes dès juillet 1969, modulée en fonction de la capacité des Sud-Vietnamiens à se substituer aux troupes américaines. Début 69 à l'arrivée de Nixon à la Maison Blanche 535 000 militaires américains étaient présents au Viêt-Nam, fin 69 il en restait 475 200, fin 70 plus que 334 600, fin 71 plus que 156 800 et fin 1972 il n'en restait que 24 200.²⁰ En position de demandeur Kissinger était astreint à lâcher des concessions au fur et à mesure, jusqu'à atteindre sa ligne de fond. Elle aurait été très vite atteinte sans une évolution favorable du contexte géopolitique international qui avait permis de la reculer davantage. De toute façon il avait fait montre d'une patience exceptionnelle et d'une grande endurance dans cette longue partie de bras de fer qui dura plus de trois ans et demi avec Lê Đức Thọ, un adversaire plus que coriace.

Fin de partie, acte 1

Les Nord-Vietnamiens étaient épuisés sur le plan militaire après l'échec de la grande offensive de Pâques 72 ; ils savaient que Nixon allait bientôt être indiscutablement réélu et pourrait alors se montrer plus exigeant. Ils recevaient aussi des 'encouragements' les incitant à conclure, du côté du grand frère soviétique, plus soucieux maintenant de la coexistence pacifique avec les Américains.

Il était alors temps en octobre 72 pour Lê Đức Thọ de donner le signal de la fin de partie. Il annonça à Kissinger son intention de régler les questions militaires, il abandonna la demande du règlement du problème politique avant le cessez-le-feu et on vit un projet d'accord bouclé rapidement en l'espace de quelques jours. Les Nord-Vietnamiens envoyèrent au Politburo à Hà Nội le message suivant : "Nous avons atteint les 4 objectifs" (la fin de l'engagement américain, le cessez-le-feu au Nord et au Sud Viêt-Nam, la reconnaissance au Sud-Vietnam de deux administrations, de deux armées, de deux zones de contrôle, des libertés démocratiques et enfin l'acceptation par les Américains de leur responsabilité dans la reconstruction de l'après-guerre).

Et les Sud-Vietnamiens dans tout ça ?

La décision de conclure prit aussi de surprise le FNL et Mme Bình eut une séance d'explications avec Lê Đức Thọ et Xuân Thủy. Le problème de la libération des 'prisonniers politiques' détenus par Sài Gòn que le FNL voulait lier avec la libération des POWs a été tout simplement retiré par Hà Nội des négociations avec Kissinger.²¹

Quant à Sài Gòn la seule chose que Thiệu réclamait, le retrait des troupes nord-vietnamiennes, n'était pas prévue dans l'accord. Mais n'était-elle pas déjà abandonnée de longue date ?

Bùi Ngọc Vũ, JJR 64.
Paris, août 2014

²⁰ Marilyn B. Young, *The Vietnam Wars, 1945-1990*, p.334-335

²¹ Larry Berman, *No Peace, no Honor*. p.176